

COLLOQUE « LES CHAMPS DE L'ÉDUCATION : GRAINES DE CHANGEMENT SOCIAL ? »

Conférence de Christine Steinbach

« Les milieux populaires, acteurs de changement social ? »

Les Equipes populaires ?

Les EP sont un mouvement d'éducation permanente, constitutif du MOC, et se définissent comme « un mouvement de citoyens pour l'égalité et la justice sociale. Il cible les milieux populaires, dans une action de proximité, avec une visée d'émancipation individuelle et collective.

Ce que nous voulons contribuer à susciter au sein des groupes locaux (qu'ils soient de court, moyen ou long terme), c'est la prise de conscience que les événements de la vie, les épreuves vécues, ne sont pas des expériences purement individuelles, déterminées par nos seuls actes et choix, mais qu'elles sont collectives : elles résultent du système dans lequel nous vivons. Comprendre dans quel jeu on joue à partir des échanges d'expériences individuelles, construire une analyse commune des causes, des conséquences et des facteurs de changement, s'en servir pour agir et interpeller, c'est l'ambition que nous portons.

Les publics qui s'y croisent

Il y a une assez grande diversité de groupes aux EP : des groupes « traditionnels » qui évoluent depuis longtemps dans le mouvement : ce sont des gens qui ont des engagements dans le mouvement ouvrier (syndicalistes, mutuellistes) et font de la réunion d'« équipe » un lieu de prise de recul par rapport à ces engagements, et/ou s'intéressent à des sujets différents comme la consommation ou le logement. Le plus souvent, ils ont aussi un investissement dans leur commune : conseil consultatif, comité de quartier...

A côté, il existe une série d'autres dynamiques : ateliers « conso », comités de quartier dans les cités de logement social, groupe de personnes en médiation de dettes, groupes d'achats collectifs, groupes de théâtre-action... Et des initiatives qui drainent un public varié (des fidèles et des gens de passage) : ciné-clubs, cycles d'animation sur la consommation avec des publics émergeant au CPAS ou de l'insertion socio-professionnelle...

Tous ces groupes et initiatives rassemblent ou touchent un public relativement large qui va de la petite classe moyenne aux très précarisés. Nous privilégions le public populaire (travailleurs avec ou sans emploi, peu diplômés)

De la critique de la société de consommation à celle du développement durable

La société de consommation : excluante, violente et paradoxale

Au début des années 2000, les militants du mouvement ont proposé de s'attaquer à une analyse de la société de consommation. Plusieurs facteurs expliquaient cette demande :

- conscience des effets d'une culture de la consommation, en particulier chez les plus jeunes ;
- conscience des effets sur l'environnement ;
- les médias parlent pollution, ressources, développement durable ;
- **besoin d'en parler, justement parce qu'on en est exclu**

Dans une première étape : rassembler les constats et en tirer des clés, des lignes de force.

Ce qui ressort fortement de cette première étape :

- 1) Le **sentiment d'une violence terrible** engendrée par un système économique qui tout à la fois exclut une partie de la population du droit à satisfaire ses besoins et pousse à une consommation tous azimuts. Celle-ci ne sert plus seulement à répondre au nécessaire, à un degré de confort. Elle devient le moyen par lequel les individus doivent **affirmer leur identité** (j'ai ceci que personne n'a), **leur niveau de réussite** (maintenant je peux m'offrir ce modèle de voiture), **leur sentiments** (voilà ton cadeau pour la St Valentin, Noël, la fête des pères...), l'assurance qu'ils **font bien partie d'un groupe, d'une communauté** (« maman, tout le monde à l'école a un gsm maintenant ! »).
- 2) Le modèle actuel de production et de consommation **multiplie les paradoxes** intenable et mène droit dans le mur. Exemple : l'Union européenne : d'un côté le paquet 20/20/20 (dont 20% de réduction de la demande d'énergie) ; de l'autre une mise en concurrence des fournisseurs d'énergie qui pousse à l'augmentation de cette demande (structure dégressive des tarifs au kWh)
- 3) L'ensemble du système (production/consommation) est semblable à une **centrifugeuse** qui tourne fou, éjecte, écrase...
- 4) La réponse politique porte essentiellement un discours ciblant la responsabilité des individus.

Dans une 2^e étape, un travail d'analyse pour creuser ces constats, pour décoder, pour passer de l'expérience individuelle, intuitive à un regard plus global.

_En repartant par des portes d'entrée concrètes (alimentation, énergie, crédit...) :

_Avec une double clé de lecture :

- a) **accès et excès**. L'accès aux biens et services pour satisfaire les besoins répond à l'enjeu de justice sociale.
- b) Les excès qu'entraîne un consumérisme débridé renvoient évidemment à l'enjeu environnemental (épuisement des ressources, pollutions qui atteignent la planète et les personnes...) mais aussi à des questions de sens : pour quoi consommer ? Quelle est la finalité du système économique ? Qui décide de ces finalités ?

Dans une 3^e étape, le développement durable est mis en examen: lequel, pour qui et pour quoi ?

A partir de 2008, une 2^e étape a été entamée de façon systématique par l'approche critique du concept de développement durable et de ses diverses interprétations. Ce qui a mené

notamment à porter nos regards sur l'activité économique (croissance, PIB, obsolescence programmée, productivisme, greenwashing...)

De ces étapes, on peut retenir que :

- La consommation concerne tout le monde. On peut l'approcher et la questionner par diverses portes d'entrée et divers modes d'action. Et avec tous les publics. Exemple : cycles d'animations avec des groupes de personnes émergeant du CPAS sur les « trois mamelles de la consommation » (pub, énergie, crédit facile). Et quand ils sont sollicités au départ de leur expérience personnelle, les gens sont très demandeurs de prendre part au débat, même lorsqu'il leur est par ailleurs difficile de s'inscrire dans des trajectoires de long terme, de mobilisation, du fait de leurs difficultés au quotidien.
- La question des ressources est devenue incontournable dans la réflexion du mouvement. Mais nous ne mettons pas sur le même pied les trois clés du triangle « environnement-économie-social » du développement durable. Pour nous, le social est le but, l'économie le moyen et l'environnement le cadre à respecter. La transition écologique passe par la justice sociale.
- Le changement social passe par des **solutions collectives** (rénovation du parc de logements ; transports publics ; production alimentaire locale – les trois grandes priorités identifiées par les groupes). Ca n'empêche pas des initiatives citoyennes (cf les villes en transition). Mais il faut des réponses politiques.
- Le débat indispensable sur la finalité de l'économie et la recherche d'un autre moteur que la croissance exige de reconquérir du temps et des moyens. En tout état de cause, il n'y aura pas de changement social sans réduction et répartition collective du temps de travail.

Les tensions qui traversent ce cheminement :

On pourrait en citer treize à la douzaine. En voici quelques-unes.

1. La demande et l'offre

Les personnes avec lesquelles nous entrons en contact sont souvent en attente de solutions concrètes, individuelles, rapides. Particulièrement les personnes précarisées, avec lesquelles nous travaillons dans le cadre de cycles d'animation qui font l'objet d'une convention avec des CPAS, des OISP... Notre offre porte sur du moyen voire du long terme, vise des solutions collectives, passe par un cheminement destiné à « avoir la science de son malheur » (Ch. Maurel). De plus, au fur et à mesure que se construit l'analyse critique, l'ébauche d'alternatives, la conscience que des solutions collectives sont nécessaires, une autre frustration s'enclenche, celle du temps long des changements. C'est toute la tension aussi qui existe entre d'une part l'aspiration à changer la société et d'autre part à pouvoir en faire partie, bénéficier d'une existence meilleure dans la société telle qu'elle est.

2. Le travailleur, le citoyen et le consommateur

On se trouve déchiré entre ces trois postures. Pour faire court, le consommateur cherche le « maître-achat », le travailleur un « emploi convenable », le citoyen une correspondance entre ses actes et ses valeurs. Est-ce que je peux réclamer un soutien des pouvoirs publics à la production locale alors que je fais toujours mes courses chez Colruyt parce que c'est moins cher. Est-ce qu'on peut comprendre le syndicat qui, d'un côté, débat avec les militants sur le thème de la transition et, d'un autre, défend l'emploi dans le secteur automobile ?

3. Temps de l'éducation permanente et temps de l'urgence politique

Combien d'années faut-il pour effectuer le chemin qui mène à l'action collective, pour développer à la fois l'expertise, la volonté, l'analyse critique, les contacts pertinents ? Pour ceux et celles qui débutent dans une posture de désaffiliation (pas d'emploi, pas de diplômes, pas de réseau...) la mobilisation pour le changement social ne fait pas fréquemment partie de leurs projets. Rien que construire l'histoire du groupe en éducation permanente prend nécessairement du temps. Nous constatons aussi que la culture du mouvement ouvrier se transmet de moins en moins. Tout ce parcours à élaborer s'accommode mal de l'urgence des défis qui animent l'aspiration à un changement social. D'où l'importance vitale des « petites victoires » sur lesquelles on reviendra dans les pistes.

4. Complexité et participation

Jusqu'où peut-on aller dans un processus d'éducation permanente avec les gens ? Idéalement, jusqu'à la production de nouveaux droits. Mais cela exige aussi de se confronter à la complexité croissante des enjeux, quel que soit le domaine abordé. Le public ciblé est-il seulement expert du problème ? (ils savent « où ça fait mal ») ou l'est-il également de la solution ? On pourrait être tentés de s'en tenir aux constats (voilà ce qui nous préoccupe, ce qui est injuste, ce que nous vivons), tant est grande cette complexité, alors que le quotidien est déjà si compliqué pour beaucoup de gens que nous rencontrons. Mais les décideurs au sein d'un système sont-ils les mieux placés pour changer ce système ? Le veulent-ils ?

5. Sur la présence dans l'espace public

Construire un groupe en éducation permanente est déjà toute une aventure. C'est un enjeu en soi : il s'agit de réussir le cadre, l'espace-temps au sein duquel des personnes découvrent un droit de parole, une capacité d'expression, une expertise du quotidien à partager, bref une occasion d'émancipation. Et cela prend du temps. Mais pour passer à l'étape suivante, s'activer au sein d'un réseau plus vaste, mobiliser des savoirs stratégiques, il faut aller au-delà du groupe, sortir de « l'entre-nous » et se risquer à confronter sa culture à celle d'autrui, rendre son discours audible à un plus large public... La tentation alors est grande de s'en tenir au connu, de rester en marge...

6. Sur l'adversaire

L'adversaire, ce peut être le monde de la finance, le monde des capitalistes, les lobbys patronaux auprès de la Commission européenne... Mais l'adversaire, ce peut être aussi son bailleur qui ne veut pas remplacer les châssis pourris et qui se trouve peut-être lui aussi dans une situation précaire (quand ce n'est pas un cousin !) ; c'est le facilitateur Onem qui impose des règles du jeu et tant pis pour vous si vous ne les comprenez pas. L'adversaire est aussi « proche » et il n'est pas plus facile à combattre pour autant, que du contraire. Les locataires dans le parc privé et les demandeurs d'emploi sont des individus isolés dans leurs difficultés à faire reconnaître leur droit à la dignité, à un logement décent et accessible, à un vrai soutien à l'emploi... Il faut réinventer des formes de mobilisation.

7. Sur la neutralité

En ce qui nous concerne, en tant qu'organisation constitutive du Mouvement ouvrier chrétien, nous ne sommes certainement pas neutres. Nous sommes porteurs d'une vision et d'un projet de société ainsi que d'une histoire, celles des luttes du mouvement ouvrier pour la conquête de droits socio-économiques, politiques et culturels.

Ce point de vue, nous l'assumons dans nos animations. Par ailleurs, on ne mène pas correctement une trajectoire d'éducation permanente sans confronter les expériences individuelles au questionnement, sans passer par des processus d'informations et de formation qui croisent les ressources. Un groupe qui s'interroge sur un projet éolien dans son quartier ou qui questionne les pratiques en médiation de dettes ne peut en rester ni aux affirmations empiriques ni à une posture idéologique figée. La campagne sur l'encadrement

des loyers s'est appuyée sur une enquête auprès de quelque 700 locataires en Communauté française, pour affiner ses recommandations.

Un exemple de neutralité suspecte ? On n'explique pas le Sécu dans certaines écoles. De peur d'avoir l'air de soutenir une position idéologique. C'est pourtant le modèle social autour duquel s'articule la société belge !

Quelques pistes épinglées, pour travailler ces tensions avec les publics :

- **Le groupe local est une première force**, tout comme l'expérience d'une liberté de parole est une première conquête immédiate. Les EP font un travail ancré dans la proximité parce que c'est à partir de là que peut se développer une expertise du quotidien de manière collective. Le groupe, c'est aussi, pour des personnes peu ou prou désaffiliées (cf Robert Castel) le lien avec la société, le relais d'information, et le lieu de camaraderie qui faisait défaut. C'est le point de départ. Le premier soin de l'animateur doit porter, non pas tant sur l'ordre du jour, que sur l'organisation rigoureuse d'un espace-temps d'échange visant la construction d'un savoir stratégique, qui valorise les capacités des gens.
- Face à la complexité, au décalage entre le temps de l'éducation permanente et celui de l'urgence politique, et aux difficultés réelles de mobilisation des publics, une des pistes consiste certainement à **rechercher et organiser les relais de manière diversifiée**. Je remarque en tout cas, que la double organisation des EP (en pyramide et en réseaux) constitue un atout pour faire transiter les savoirs et les revendications, tant vers d'autres publics que vers le monde politique. Il ne faut pas conduire seul !
- **Réparer, s'adapter ou réformer : faut-il choisir ?** Entre une demande souvent individuelle et de service et une offre d'action collective, il y a des articulations possibles et même souhaitables. Notre mouvement ne se veut pas une organisation de services. Cela n'empêche pas des solidarités concrètes entre membres d'un groupe, des aides de réorientation, en s'appuyant sur les réseaux de proximité... Un exemple en cours d'élaboration a lieu à Bxl : la régionale réfléchit à un système de tontine pour aider des personnes en recherche de logement à disposer de la somme nécessaire pour la garantie locative. Ce système basé sur la solidarité entre les participants se double d'une condition de participation : prendre part à des actions collectives dénonçant le fait que la banque ne joue pas le jeu tel que prescrit par la loi dans ce domaine.
- **Ne pas négliger les processus créatifs**, la dimension artistique, l'expérience alternative. Depuis quelque temps, on voit chez nous que, dans plusieurs groupes rassemblant des personnes précarisées, une place plus grande est faite pour des expériences de théâtre action, des ateliers d'écriture ou de vidéo. Passer par ces modes d'expression est à la fois une façon salutaire de se libérer un peu du quotidien, et une occasion d'aller vers un autre public avec son message, tout en permettant le développement de talents individuels.
- **Identifier et transmettre le récit des « petites victoires »**. Le contexte est particulièrement déprimant. Les défis sont gigantesques alors même que les politiques néolibérales se durcissent jusqu'à l'absurde. Il est d'autant plus essentiel de voir où l'on va, de mesurer jusqu'où on peut aller avec nos publics. Exemple : dans le choix de nos campagnes de sensibilisation, nous devenons plus attentifs à identifier ce que nous pouvons espérer obtenir, avec quel niveau de pouvoir comme interlocuteur, dans quel délai, et aux moyens de répercuter les avancées produites (même modestes) pour que les militants et les participants en aient conscience et puissent en être fiers.